



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
et de l'appui territorial

ARRÊTÉ 2022-DCAT-BEPE- 21 du 04 FEV. 2022

accordant au GAEC des 3 épis  
une dérogation aux distances pour l'extension d'un bâtiment  
pour des vaches laitières situé à moins de 100 m de l'habitation de tiers  
sur la commune de Bourgaltroff (57260)

**Le préfet de la Moselle  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite**

- Vu** le code de l'environnement et notamment le Titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement du livre V afférent à la prévention des pollutions des risques et des nuisances, et notamment l'article R.512-52 du livre V;
- Vu** l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L.514-6 du code de l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages, travaux et activités visés à l'article L.214-1 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret n°2015-1614 du 9 décembre 2015 modifiant et simplifiant le régime des installations classées pour la protection de l'environnement et relatif à la prévention des risques ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et /ou de gibier à plumes et des porcs soumis à déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;

- Vu** l'arrêté du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2020-A-93 du 31 décembre 2020 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier Delcayrou, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** le dossier en date du 20 juillet 2021 et complété le 17 décembre 2021 , par le GAEC des 3 épis dont le siège social est situé 5 chemin de la gare sur la commune de Guébling (5726), en vue d'obtenir une dérogation aux règles de distances pour l'extension d'un bâtiment pour des vaches laitières à moins de 100 mètres d'une zone destinée à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations du 19 janvier 2022, prononçant un avis favorable à la dérogation sollicitée ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales adressé le 26 janvier 2022 , pour observations éventuelles, au GAEC des 3 épis ;
- Considérant**, que le GAEC des 3 épis a fait savoir au préfet de la Moselle qu'il n'avait aucune remarque à formuler sur ce projet d'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales, par courrier électronique du 1<sup>er</sup> février 2022 ;
- Considérant**, qu'une demande de dérogation à un arrêté ministériel de prescriptions générales donne lieu à un arrêté de prescriptions spéciales pris sur le rapport de l'inspection des installations classées et, si le préfet décide de le recueillir, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
- Considérant**, au vu du projet de cet exploitant et du rapport correspondant de l'inspecteur de l'environnement, qu'il n'y a pas lieu de consulter le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur la demande du GAEC des 3 épis;
- Considérant** que l'exploitation respecte les normes en matière de rejet des effluents puisque ceux-ci sont récupérés, stockés et/ou éliminés de façon conforme à la réglementation ;
- Considérant**, au vu du dossier, que le projet déposé par le GAEC des 3 épis ne doit pas apporter de nuisances supplémentaires par comparaison à la situation actuelle de fonctionnement de l'exploitation ;
- Considérant**, que les mesures compensatoires proposées ainsi que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L511.1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement;
- Considérant** que ce projet est justifié par une volonté de valoriser au mieux l'existant ;
- Conformément** aux plans et descriptions produits dans le dossier de demande de dérogation précité ;
- Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – Objet de la dérogation**

Une dérogation aux conditions d'exploitation définies par le texte des prescriptions générales de l'arrêté du 27 décembre 2013, est accordée au GAEC des 3 épis dont le siège social se trouve 5 chemin de la gare – 57260 Guébling, pour l'exploitation de son élevage situé « lieu dit Surville » sur la commune de Bourgaltroff (57260) pour l'extension d'un bâtiment pour les vaches laitières à moins de 100 mètres d'une zone destinée à l'urbanisme. Ces installations sont détaillées au tableau de l'article 4 du présent arrêté.

L'arrêté de prescriptions spéciales cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives.

### **ARTICLE 2 – Prescriptions générales**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions générales des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques nos 2101-1, 2101-2, 2101-3, 2102 et 2111 ;
- arrêté du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les prescriptions des présents arrêtés s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

### **ARTICLE 3 – Capacité des installations**

Liste des activités et installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique ; (site)	Libellé de la rubrique (Activité)	Volume	Régime *
<b>2101-1c (Zommange)</b>	<b>Bovins (activité d'élevage, transit, vente, etc ...).</b> 1. Élevage de veaux de boucherie et/ou bovins à l'engraissement ; transit et vente de bovins lorsque leur présence simultanée est supérieure à 24 heures, à l'exclusion des rassemblements occasionnels : c) de 50 à 400 bovins.	<i>50 bovins à l'engraissement</i>	D
<b>1530-3 (Zommange)</b>	<b>Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public.</b> Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure à 20 000 m <sup>3</sup> .	<i>2700 m3</i>	D

2101-2b (Bourgaltroff)	<b>Bovins (activité d'élevage, transit, vente, etc ...).</b> 2. Élevage de vaches laitières (c'est-à-dire dont le lait est, au moins en partie, destiné à la consommation humaine) : b) de 50 à 150 vaches	95 vaches laitières	D
1530-3 (Bourgaltroff)	<b>Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public.</b> Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure à 20 000 m <sup>3</sup> .	1500 m <sup>3</sup>	D

\* D : Déclaration

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou la capacité autorisée en référence à la nomenclature des installations classées.

Tout projet de modification de l'affectation ou des capacités ci-dessus autorisées doit être déclaré préalablement au Préfet de la Moselle avec tous les éléments d'appréciation.

#### **ARTICLE 4 – Situation de l'établissement**

Les extensions, constructions et annexes à l'installation classée existante faisant l'objet de la présente autorisation spéciale, sont implantées sur la commune, les parcelles et section suivantes :

Commune	Type	Distance vis-à-vis des tiers	Section et parcelle
Bourgaltroff (57260)	extension d'un bâtiment vaches laitières	57,09 mètres	Lieu dit Surville Parcelle n°32 section 20

#### **ARTICLE 5 – Conformité au dossier de demande**

Les installations et annexes sont aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé en date du 20 juillet 2021 et complété le 17 décembre 2021 par l'exploitant, sans préjudice des dispositions du présent arrêté. Elles respectent également les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

#### **ARTICLE 6 – Mesures compensatoires – prescriptions spéciales**

Cette dérogation est subordonnée au respect des prescriptions générales applicables à l'activité et visées à l'article 2 du présent arrêté ainsi qu'au respect des prescriptions spéciales suivantes :

- à l'issue des travaux, le site devra être débarrassé en tant que de besoin des éventuels vestiges de matériaux de construction.
- les accès doivent rester suffisamment empierrés et maintenus propres pour empêcher la formation de borbiers et toute souillure inutile de la voirie qui doit également rester propre.

- le projet ne donne lieu à aucun nouveau rejet vers les eaux superficielles- tous les jus de silos doivent être collectés et stockés dans des ouvrages d'une capacité minimale de 4 mois dans l'attente des périodes propices à l'épandage.
- Le rejet d'eaux pluviales est interdit dans le réseau d'eaux usées (article 5 de l'arrêté du 21 juillet 2015) et aucun rejet d'eaux usées issues de l'activité agricole ne doit rejoindre le milieu naturel superficiel ou souterrain. Toutes les eaux usées doivent être éliminées suivant les techniques réglementaires afin de respecter le principe d'interdiction de polluer.
- l'infiltration des eaux pluviales des toitures des constructions est maîtrisée.
- l'exploitant doit mettre en œuvre tous les moyens pour limiter le plus possible la possibilité de propagation d'odeurs (ensilage de qualité, bâches fermées au niveau du front d'attaque, collecte des jus, etc.).
- Une haie brise-vue sera implantée autour du bâtiment coté village. De plus, l'extension sera réalisée en bardage bois traité autoclave ajouré.

### **ARTICLE 7 – Respect des autres législations et réglementations**

L'exploitant devra, en outre, se conformer strictement aux dispositions édictées par le code du travail et des textes pris pour son application, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

La présente dérogation ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation applicables en matière de voirie et de permis de construire.

### **ARTICLE 8 – Fonctionnement et évolutions ultérieures**

L'administration se réserve le droit de prescrire ultérieurement toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation des activités visées par le présent arrêté rendrait nécessaires dans l'intérêt de la protection de l'eau, de la salubrité, de l'hygiène et de la sécurité publiques, et ce, sans que le pétitionnaire puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou dédommagement quelconque.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-54 du code de l'environnement, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à déclaration, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

### **ARTICLE 9 – Déclaration d'accident ou d'incident éventuels**

L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspecteur des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 10 – Infractions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

## **ARTICLE 11- Cessation d'activité – Remise en état du site**

En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celui-ci en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, conformément à l'article R.512-66-1 du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation.

## **ARTICLE 12 - Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bourgaltroff et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie de Bourgaltroff ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois :  
publications - publicité légale installations classées et hors installations classées - Arrondissement de Sarrebourg-Château Salins.

## **ARTICLE 13 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le maire de Bourgaltroff, la directrice départementale de la protection des populations chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au GAEC des 3 épis.

Une copie est également adressée à la sous-préfète de Sarrebourg-Château-Salins et au maire de Bourgaltroff.

Metz, le

04 FEV. 2022

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

  
Olivier Delcayrou

## Délais et voies de recours

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de:

- L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.11 .

**Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.**

